



Numéro 9, Avril 2015

Editorial



J'ai été ravi de rencontrer les Directeurs des Ecoles lors de notre récente réunion de printemps qui s'est tenue à Budva, au Monténégro. Pendant ce jour et demi que nous avons passé ensemble, j'ai été réellement impressionné par la qualité des activités des Ecoles et par l'engagement indéfectible des Directeurs pour construire des

sociétés démocratiques fortes basées sur les valeurs et normes du Conseil de l'Europe.

L'atelier que nous avons tenu sur le thème des « Menaces sur la démocratie libérale : un défi pour la société civile » s'est révélé particulièrement stimulant. Après une brillante introduction par Hakan Altınay, Directeur de l'Ecole européenne de politique d'Istanbul, nous avons examiné la question sous l'angle de ceux pour qui le modèle de la démocratie libérale n'est pas vraiment essentiel pour une gouvernance réussie. Nous avons convenu que nous, qui œuvrons pour la stabilité démocratique et la sécurité, accordons à ces questions tout le sérieux qu'elles méritent. Nous ne pouvons en effet pas nous enfouir la tête dans le sable et nous contenter d'espérer que le modèle de la démocratie libérale triomphera. Nos Ecoles d'études politiques sont bien placées pour lancer de franches discussions et une réflexion approfondie parmi les jeunes responsables, qui pourraient permettre à la démocratie de s'adapter aux nouvelles réalités sans perdre son âme.

La nécessité de développer notre responsabilité partagée pour la sécurité démocratique en Europe est ainsi à l'origine du 2ème rapport annuel sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit, dont la préparation a été confiée à la DPP et qui sera présenté par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe lors de la 125ème session ministérielle de mai.

L'un des défis pour les Ecoles sera de créer des liens mutuels plus forts entre elles et de développer un « label » des Ecoles, qui nous garantisse que nous sommes capables d'attirer des personnes de très haut calibre pour prendre part à nos cycles de séminaires et à d'autres activités, puis à les garder engagés dans le réseau des Ecoles au titre qu'anciens élèves, voire comme experts et intervenants invités. Lors de la réunion des Directeurs, nous avons confirmé que des moyens informels mais efficaces d'atteindre un label d'excellence seraient explorés plus avant.

Le deuxième séminaire élèves des anciens élèves, qui se tiendra à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine, les 25-26 juin, offre une autre occasion de développer davantage de liens d'échanges entre les Ecoles ainsi que de fournir une contribution au quatrième Forum mondial de la démocratie qui aura lieu en novembre.

Matjaž Gruden,
Directeur de la planification politique

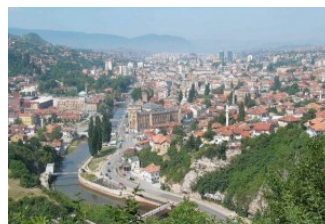
Les Directeurs des Ecoles se réunissent pour discuter des menaces qui pèsent sur la démocratie libérale



La réunion des Directeurs des Ecoles d'études politiques a eu lieu les 30 et 31 mars 2015 à Budva, Monténégro, à l'invitation de l'Ecole. Les participants ont discuté des défis actuels et des orientations futures du Réseau des

Ecoles. Une allocution de bienvenue a été prononcée par **M. Igor Lukšić**, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et de l'intégration européenne au Monténégro (photo ci-dessous 2ème à partir de la gauche). **M. Hakan Altınay**, Directeur de l'Ecole européenne de politique d'Istanbul et maître de recherche à la Brookings Institution, a fait une présentation d'introduction au principal thème du débat : « **Menaces à la démocratie libérale : un défi pour la société civile** ». Un riche échange de vues s'en est suivi sur les défis politiques auxquels sont confrontées les Ecoles dans leurs pays respectifs et les moyens possibles par lesquels le Conseil de l'Europe peut leur fournir un soutien pour y faire face en les abordant. Les participants ont également discuté du prochain séminaire des anciens élèves et de leur participation au Forum mondial de la démocratie 2015.

Le deuxième séminaire international des anciens élèves des Ecoles aura lieu à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine



Suite au succès remporté par le premier séminaire international des anciens élèves, qui s'est tenu l'an dernier, et qui a réuni 50 anciens élèves remarquables pour examiner les questions liées à la participation des jeunes à la vie démocratique,

il a été convenu lors de la dernière réunion des Directeurs des Ecoles que ce type de séminaire se tiendrait une fois par an. **Le deuxième séminaire des anciens élèves des Ecoles aura lieu à Sarajevo les 25-26 juin 2015**, en coopération étroite avec l'Ecole d'études politiques de Bosnie-Herzégovine. Sur le même principe que le séminaire des anciens élèves de l'an dernier, le thème de cette année sera lié à celui du Forum mondial pour la démocratie, soit « **Liberté vs contrôle : pour une réponse démocratique** » (Strasbourg, 18-20 novembre 2015), permettant ainsi de fournir du contenu à même d'inspirer les débats au Forum et de préparer la contribution des Ecoles à cet événement majeur. Dans ce contexte, le deuxième séminaire international des anciens élèves sera consacré au thème « **Défendre la liberté et la dignité humaine contre les menaces internes et externes** ».

FOCUS SUR LES ACTIVITES DES ECOLES

Evénement pilote à Chypre : vers une nouvelle Ecole en Méditerranée



Le 4 juin 2015, un événement pilote rassemblera des participants des deux communautés à Chypre pour un échange de vues sur la **perspective d'une Ecole bi-communale d'Etudes politiques à Chypre**. L'assistance sera composée d'étudiants potentiels de l'Ecole, de représentants des pouvoirs locaux et régionaux et d'organisations de la société civile, ainsi que de partenaires potentiels. Cet atelier pilote d'un jour, qui aura lieu dans la zone tampon à Nicosie, sera composé d'une présentation du réseau des Ecoles d'études politiques sur la portée et les perspectives d'une Ecole à Chypre ainsi que d'une **discussion thématique sur la culture politique spécifique de l'île**.

Continuation du soutien aux Ecoles d'études politiques du Maroc et de Tunisie



En s'inspirant des réalisations du Programme Sud I, le Conseil de l'Europe poursuit sa collaboration avec l'Union européenne pour renforcer la gouvernance démocratique dans le sud de la Méditerranée en lançant le 10 avril le Programme Sud II pour 2015-2017. Avec le soutien du Programme Sud I et le soutien substantiel reçu des autorités norvégiennes, **deux Ecoles d'études politiques ont été créées en Tunisie et au Maroc en 2013**. Ces Ecoles ont joué un rôle déterminant pour développer la capacité de leaders émergents et pour favoriser le dialogue entre des acteurs de tous les domaines de la société. Elles ont joué un rôle non négligeable dans la stimulation d'un débat politique dans leurs pays et à travers l'Afrique du Nord. L'événement de

lancement a permis de présenter les **priorités et les perspectives pour le Programme Sud II**, parmi lesquelles figurent le positionnement des Ecoles en tant qu'acteurs actifs de la progression de la gouvernance démocratique dans la région, l'amélioration de l'impact des Ecoles par le développement d'une communauté des anciens élèves solide et enfin le renforcement de la dimension régionale afin de créer une véritable plateforme de débat et d'échange sur les expériences au niveau régional.

Le réseau des Ecoles accueille un nouveau Directeur pour l'Ecole de Moldova



Depuis la nomination de Viorel Cibotaru au poste de Ministre de la défense de la République de Moldova, **Stella Utica a été nommée nouvelle Directrice de l'Ecole d'études politiques de Moldova**. Elle est titulaire d'une licence en sciences politiques et d'un Master en sécurité et diplomatie de l'Ecole Nationale des Sciences Politiques et de l'Administration Publique de Bucarest. Elle était coordinateur de projet à l'Institut pour les Politiques Publiques de Chisinau, où elle coordonnait la mise en œuvre du projet « Messages pour l'Europe : renforcer le soutien pour l'Accord d'Association UE – République de Moldova » dans le cadre du programme de subventions pour la démocratie de l'ambassade américaine à Moldova. **Les centres d'intérêt principaux**

de Stella sont les nouveaux types de menaces qui pèsent sur **la sécurité dans la région de la Mer noire, les quotas de genre, la représentation effective des femmes et les politiques de lutte contre la discrimination**.

L'Ecole d'éducation à la citoyenneté lance le Forum en ligne de dialogue citoyen



En mars 2015, l'Ecole d'éducation à la citoyenneté à Moscou a lancé son premier forum de dialogue citoyen. Tout au long de l'année, cette plateforme en ligne diffusera des **discussions avec d'éminents experts russes et étrangers** sur les questions essentielles qui entourent les défis auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui. En permettant d'examiner la pensée philosophique et citoyenne au niveau national et mondial et de réfléchir aux expériences accumulées par le gouvernement, les médias et les institutions de la société civile, ce forum s'attache à approfondir la philosophie des Ecoles. Il est ouvert aux **participants des 20 autres Ecoles** afin de créer un environnement qui encourage l'échange d'information, d'expérience et de bonnes

pratiques. Le forum offrira aux participants de différents pays et de champs d'expertise divers un espace en ligne pour élargir leur vision du monde et pour comprendre leurs points de vue mutuels. Le forum disposera de l'interprétation simultanée en anglais sur : http://civiceducation.ru/i_classes/

CARREFOUR DES ANCIENS



Défis sécuritaires : Quelle réponse ?

Par Saša Magazinović

Saša Magazinović est diplômé de la promotion 2010 de l'Ecole d'études politiques de Bosnie-Herzégovine (B&H). Il est membre du Parlement de B&H et Chef du Parti Social démocrate (SPD) du groupe parlementaire bosniaque. Saša est également à la tête du Service de coopération internationale de Bosnie-Herzégovine du SDP. Depuis 2011, il est représentant adjoint du SDP pour la B&H auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Je suis né à Sarajevo, à l'époque ville de Yougoslavie – certains diront pays non-démocratique doté d'un parti politique unique – mais ce pays était économiquement et socialement stable et la population dans sa majorité était satisfaite. Mes enfants sont également nés à Sarajevo, cette fois capitale de la Bosnie-Herzégovine, un pays démocratique offrant des libertés civiles intangibles, mais peu de sécurité en termes d'emplois, de santé et de perspectives d'avenir.

La Bosnie-Herzégovine a développé la démocratie, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir et il est clair que le pays a besoin non seulement de développer sa démocratie, mais également son économie et l'Etat de droit.

Quel que soit le degré de force ou de faiblesse économique ou démocratique qu'on leur prête en comparaison avec les champions européens de la démocratie, la Bosnie-Herzégovine et en fait tous les pays des Balkans sont confrontés aux mêmes défis mondiaux que tous les pays européens.

Des citoyens de Bosnie-Herzégovine se rendent en Syrie ou en Ukraine pour participer à une guerre ; le même phénomène se produit au Royaume-Uni, en Allemagne, en Autriche, etc. L'Assemblée parlementaire de la Bosnie-Herzégovine a adopté une loi qui interdit ces actions et qui rend passibles d'emprisonnement ceux qui s'engagent sur des champs de bataille étrangers et dans des formations militaires étrangères.

L'exercice de la démocratie s'avère toutefois bien plus difficile pour les citoyens de Bosnie-Herzégovine aujourd'hui que pour ceux des pays de l'Europe occidentale. Le contrôle des procédures, l'adoption des lois, les coutumes, la mentalité, l'histoire et le niveau de mise en œuvre de la volonté politique du peuple n'est pas comparable dans mon pays à celui des pays de l'Europe occidentale. Dans les Balkans occidentaux il est bien plus difficile de régler des problèmes sans que ce soit au détriment des normes démocratiques, que nous peinons encore à mettre en œuvre pleinement, en dépit de nos meilleures intentions. Nous essayons de construire une démocratie au niveau de nos modèles, dont l'aide et la solidarité nous sont nécessaires, mais cette aide n'arrive pas souvent de la manière dont nous la souhaitons.

La sécurité est essentielle pour les citoyens de Bosnie-Herzégovine ; nombreux sont ceux qui diraient qu'elle est plus importante que les droits de l'homme et la démocratie. Nous sommes un pays qui encore récemment était en guerre et quand on est en guerre, seule une chose compte : rester vivant. Malheureusement, les sentiments de traumatisme restent. Malgré la volonté générale d'échanger un peu de démocratie et de droits de l'homme contre un peu de sécurité parmi le public, au niveau institutionnel, cette volonté n'a jamais été concrétisée.

Les autorités de Bosnie-Herzégovine tentent de suivre des exemples positifs de pays démocratiquement développés au sein de l'Union européenne dans l'espoir d'en faire partie un jour. Mais l'Europe moderne, en dépit de tentatives de présenter une image différente, est en fait une Europe des différences et des divisions : de grands et puissants pays d'un côté, de petits et faibles Etats de l'autre. Les pays démocratiquement développés se situent d'un côté, et ceux qui ont encore besoin de développer leur démocratie sont situés de l'autre côté.

Puis un problème mondial se produit, comme celui que nous avons aujourd'hui avec le terrorisme et où de grands et puissants pays développés économiquement ont été les premiers à dire que

nous devrions combattre le terrorisme mondial ensemble. Bien sûr, nous devrions rester unis dans la lutte contre le terrorisme, mais nous, les petits pays, nous demandons souvent pourquoi nous sommes égaux seulement en cas de défi mondial ou de problème. Et quand le problème est réglé, chacun reprend sa place dans la hiérarchie mondiale. Nous continuons à être des sociétés en développement vers la démocratie et les grands pays continuent à se préoccuper exclusivement de leurs propres intérêts économiques et autres.

L'Europe, qui est la première à soutenir l'idée de soutenir les droits de l'homme et les valeurs de la civilisation, ne doit pas permettre que son interprétation actuelle des droits de l'homme en Europe nuise à la liberté et à la sécurité des citoyens. La liberté est un concept relatif et nos libertés sont liées aux libertés des autres. Quand la liberté est violée du fait de la liberté d'un autre, alors l'Etat concerné se doit d'aider à réguler la question sensible et à limiter en toute conscience ce que certains considèrent comme leur liberté.

Soit nous restons toujours ensemble, soit nous ne le sommes jamais. Il faut en décider urgemment et alors nous pourrions parler de la démocratie, des lois, des valeurs communes et de l'Europe. A mon avis, nous ne pourrions survivre que si nous nous tenons unis, grands et petits, forts et faibles, tant ceux qui sont démocratiquement avancés que ceux qui aspirent à le devenir ; tant ceux qui sont nés sous le règne du socialisme que nos enfants qui sont nés dans la démocratie.

FOCUS SUR

LES ANCIENS ELEVES DE L'ECOLE DE BOSNIE-HERZEGOVINE (B&H) – AVRIL 2015

Danijela BABIC, MFA, Chef du Service pour les relations bilatérales, Gouvernement de la Fédération de B&H
Vanja BAJIC, MP, Assemblée Nationale de Republica Srpska (NSRS)
Branislav BORENOVIC, MP, NSRS
Igor CRNADAK, Ministre des affaires étrangères de B&H
Semsudin DEDIC, Ministre de l'agriculture, Gouvernement de la Fédération de B&H
Aleksandra DELSASO, Conseil du peuple, NSRS
Vukota GOVEDARICA, MP, NSRS
Željko JOSIC, MP, Parlement de la Fédération de B&H
Darijana KATIC, MP, Parlement de la Fédération de B&H
Zlatan KLOKIC, Ministre de l'économie et de la coopération régionale, Gouvernement de Republica Srpska
Damir MASIC, MP, Parlement de la Fédération de B&H
Senad SEPIC, MP, Parlement de B&H, Chef de la délégation de B&H auprès de l'APCE
Saša MAGAZINOVIC, MP, Parlement de B&H, membre de la délégation de B&H auprès de l'APCE
Zlatko MAKSIMOVIC, MP, NSRS
Mahir NURKANOVIC, MP, Parlement de la Fédération de B&H
Igor OSTOJIC, MP, NSRS
Lana PRLIC, Vice-Président du Parti Social Démocrate, Gouvernement de la Fédération de B&H
Edin RAMIC, Ministre des réfugiés et des droits de l'homme, Gouvernement de la Fédération de B&H
Ramiz SALKIC, MP, Vice-Président, NSRS
Dusica SAVIC, MP, NSRS



Sélection d'événements à venir pour les Ecoles

16-20 avril 2015	« Démocratie locale dans les Balkans occidentaux »
Croatie	2ème séminaire du RAD pour les sept Ecoles des Balkans
27-29 mai 2015	« Cooperation V4 dans le cadre de l'EU »
Prague	Programme annuel 2015 de l'Ecole de Visegrád
3-6 juin 2015	« Culture et sécurité »
Sofia	2ème Académie d'été des anciens élèves des Ecoles marocaine, bulgare et tunisienne
25-26 juin 2015	« Défendre la liberté et la dignité humaine contre les menaces internes et externes »
Sarajevo	Deuxième séminaire annuel des anciens élèves des Ecoles

Pour consulter le calendrier complet, visiter le [site des Ecoles](#).

Suivre le Conseil de l'Europe sur les réseaux sociaux

N'hésitez pas à contribuer et à partager largement parmi vos contacts.

Sur Twitter:

Conseil de l'Europe @coe
 Le Secrétaire Général, M. Thobjørn Jagland @tjagland
 Le Président de l'Assemblée parlementaire, Mme Anne Brasseur @PACE_President
 Le Commissaire aux droits de l'homme, M. Nils Muznieks @CommissionerHR
 La Cour européenne des droits de l'homme @ECHR_Press & @echrnews
 Le Porte-parole du Secrétaire Général @CoESpokesperson
 La WebTV du Conseil de l'Europe @CoEAudioVisual
 No Hate Speech @nohate_speech
 Plateforme pour renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes @CoEMediaFreedom
 Association des écoles d'études politiques @Networkfordemocracy

Sur Facebook:

[Conseil de l'Europe](#)
 Association des écoles d'études politiques – « [Network for Democracy](#) »

CONTACTS

DIRECTION DE LA PLANIFICATION POLITIQUE

Matjaž Gruden
 Directeur
 matjaz.gruden(at)coe.int
 +33 (0) 3 88 41 21 18

Michael Rimmert
 Adjoint au Directeur
 michael.rimmert(at)coe.int
 +33 (0) 3 88 41 34 05

Ruth Goodwin
 Chargée de projet
 ruth.goodwin(at)coe.int
 +33 (0) 3 88 41 34 96

Yuliya Kochneva
 Assistante de projet
 yuliya.kochneva(at)coe.int
 +33 (0) 3 88 41 21 89

Suzette Saint-Marc
 Assistante de projet
 suzette.saint-marc(at)coe.int
 +33 (0) 3 88 41 28 67

ASSOCIATION DES ECOLES D'ETUDES POLITIQUES

Jack Hanning
 Secrétaire Général
 jack.hanning(at)gmail.com
 +33 (0) 6 75 79 73 27

www.schoolsofpoliticalstudies.eu

A PROPOS DES ECOLES D'ETUDES POLITIQUES

Les Ecoles d'études politiques du Conseil de l'Europe forment les futures générations de responsables dans les domaines politique, économique, social, culturel et environnemental dans les pays en transition. Elles organisent des séminaires et des conférences sur la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit. La première Ecole a été créée en 1992 à Moscou par des militants de la société civile. Depuis, 20 autres ont ouvert leurs portes. Le réseau des Ecoles couvre aujourd'hui l'ensemble de l'Europe de l'Est, du Sud-Est, des pays du groupe de Visegrád, du Caucase et de la région du sud de la Méditerranée.

Les 21 Ecoles sont implantées dans les pays suivants (par ordre de création) : [Fédération de Russie](#) ; [Géorgie](#) ; [Bulgarie](#) ; « [l'ex-République yougoslave de Macédoine](#) » ; [Bosnie-Herzégovine](#) ; [Moldova](#) ; [Kosovo*](#) ; [Serbie](#) ; [Roumanie](#) ; [Croatie](#) ; [Arménie](#) ; [Ukraine](#) ; [Azerbaïdjan](#) ; [Albanie](#) ; [Monténégro](#) ; [Biélarus](#) ; [Tunisie](#) ; [Maroc](#) ; les pays du [groupe de Visegrád](#) ; [Turquie](#) et [la Grèce](#). [*Toute référence au Kosovo dans le présent document, qu'il s'agisse de son territoire, de ses institutions ou de sa population, doit être entendue dans le plein respect de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, sans préjuger du statut du Kosovo.]

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le [site Internet des Ecoles d'études politiques](#).